

Centre Hospitalier Le Vinatier
Direction des Achats et de l'Ingénierie
95 Boulevard Pinel
69678 Bron Cedex

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**MISSION DE COORDONNATEUR EN MATIERE DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
POUR LA REALISATION D'UN BATIMENT DEDIE
AUX ACTIVITES DE PEDOPSYCHIATRIE
(PLATFORME NORD PSYCHIATRIE ENFANTS ET
ADOLESCENTS A RILLIEUX-LA-PAPE)**

**LOT N°01 : MISSION DE COORDONNATEUR EN MATIERE DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)**

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

ACHETEUR	Centre Hospitalier Le Vinatier
REPRESENTANT DE L'ACHETEUR	M. Pascal MARIOTTI, Directeur Général du Centre Hospitalier Le Vinatier

SOMMAIRE

1 -	OBJET – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ	1
1.1 -	Généralités	1
1.2 -	Nature de l'opération – Présentation du contexte – Les objectifs de l'opération	1
1.3 -	Planning de l'opération	2
2 -	GENERALITES SUR LA MISSION	2
2.1 -	Coopération avec les autres intervenants de l'opération	2
2.2 -	Relation avec des intervenants extérieurs à l'opération	2
2.3 -	Passation de consignes entre coordonnateurs	2
3 -	PRECISIONS SUR LES ELEMENTS DE LA MISSION	2
3.1 -	Préambule	3
3.2 -	Décomposition en parties techniques (ou phases)	3
3.3 -	Phase de participation au choix du groupement CCAEM (dialogue compétitif)	3
3.3.1	Généralités	3
3.3.2	Assistance durant le dialogue compétitif	3
3.4 -	Phase de conception	3
3.4.1	Ouverture du Registre Journal	3
3.4.2	Elaboration du PGCSPPS	3
3.4.3	Etudes de conception de l'ouvrage	4
3.4.4	Déclaration préalable	4
3.4.5	Dossier d'Interventions Ultérieures études	4
3.5 -	Phase préparation du chantier	5
3.5.1	Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail	5
3.5.2	Inspections communes	5
3.5.3	Analyse et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé	5
3.5.4	Analyse du planning détaillé en matière de risques de co-activité	5
3.6 -	Phase réalisation des travaux	5
3.6.1	Généralités	5
3.6.2	Inspections communes	5
3.6.3	Analyse et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé	6
3.6.4	Coordination des activités des entreprises en matière de sécurité santé	6
3.6.5	Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	6
3.6.6	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage	6
3.6.7	Dispositions d'autorisation d'accès au chantier	6
3.6.8	Registre journal	6
3.6.9	Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail	7
3.6.10	Visites de chantier par le coordonnateur SPS	7
3.7 -	Phase réception des travaux et année de parfait achèvement	7
3.7.1	Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	7
3.7.2	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage	7
3.7.3	Coordination SPS lors de travaux de levée de réserves	7

1 - OBJET – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

1.1 - Généralités

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une **mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) de niveau 1** dans le cadre de la construction de la plateforme Nord PEA sur le terrain des anciens établissements « Lejaby » à Rillieux-la-Pape pour le Centre Hospitalier Le Vinatier

1.2 - Nature de l'opération – Présentation du contexte – Les objectifs de l'opération

Les principaux objectifs du projet sont décrits **dans le programme technique détaillé**.

La construction de ce **nouveau bâtiment sur la commune de Rillieux-la-Pape** est un projet visant à héberger les soins de Psychiatrie publique ambulatoire proposés par le Centre Hospitalier Le Vinatier (69-Bron) pour la population de 0 à 18 ans.

Les grands ensembles fonctionnels structurant le programme sont les suivants :

- Un pôle d'accueil commun, pour tous les publics (secrétariat, attente, bureaux),
- Un ensemble de locaux dédiés aux consultations et prises en charge spécifiques, mutualisés pour l'ensemble des départements,
- Le centre de Périnatalité,
- Des salles de groupe et différents ateliers d'activités, mutualisés pour l'ensemble des départements,
- Des locaux dédiés aux fonctions support transversales : poste infirmier, bureaux de travail en back-office, locaux sociaux (pause, repas, vestiaires) et utilités diverses.

Compte-tenu des besoins dimensionnels et de la contenance du terrain dédié à l'opération, l'organisation verticale des différents secteurs fonctionnels a été anticipée sur la base d'une **construction sur 3 niveaux (RdC + 2 étages) + un vide-sanitaire**, de façon à offrir un cadre d'accueil des jeunes et de travail des professionnels le plus efficient.

De façon générale, l'aménagement des espaces extérieurs et l'implantation du bâtiment devront en permettre une desserte aisée et sécurisée, pour les véhicules comme pour les piétons, pour lesquels les règles d'accessibilité généralisée prévaudront en tout point du site, et pas seulement aux abords proches du bâtiment.

Les flux de véhicules seront à limités sur la parcelle, dans un secteur sécurisé ne permettant pas l'accès aux jeunes, libres d'aller et venir dans les espaces d'agrément entourant la construction.

L'ensemble du site réservé à la construction et au parc environnant sera clos à sa périphérie. Un portail permettra d'en sécuriser l'accès en dehors des heures d'ouverture.

Il s'agit d'un équipement **ERP de type U, sans locaux à sommeil** (équipement sanitaire regroupant différentes structures ambulatoires de psychiatrie infanto-juvénile).

Lieu d'exécution des prestations :

Terrain des anciens établissements « LEJABY » (avenue de l'Hippodrome / rue Gabriel Ladevèze / avenue du Loup Pendu)

69286 RILLIEUX-LA-PAPE

Ce terrain est en cours d'acquisition par le maître d'ouvrage.

Enveloppe prévisionnelle :

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux s'élève à environ **4 600 000 € HT** (valeur septembre 2024).

Surfaces développées :

Le projet représente **1 350 m² de surface utile et de 1 850 m² de surface dans œuvre**.

Phasage – Décomposition en tranches :

Sans objet

Procédure et marché travaux :

Un **marché global de sectoriel comprenant la Conception, la Construction, l'Aménagement, l'Entretien et la Maintenance (CCAEM)** sera passé en application de l'article L2171-5 du Code de la Commande Publique.

Le choix de l'opérateur économique se fera via **un dialogue compétitif avec 3 candidats en 2 phases de dialogue (offre initiale sur 2 cycles de réunions) puis une offre finale sur la base d'un APS**.

Le marché comprendra :

- La conception des ouvrages ;

- La réalisation des travaux ;
- Une partie de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages.

1.3 - Planning de l'opération

Le cadre général de l'opération se déroule selon le détail suivant :

- Sélection des 3 groupements CCAEM admis à présenter une offre : mi-mars 2025
- Production des offres par les 3 groupements : de mi-février à mi-juin 2025
- Déroulement du dialogue compétitif : de mi-juin à début 2026
- Notification du marché de CCAEM : fin janvier 2026
- Phase conception : de fin janvier à fin septembre 2026

Déroulement des travaux :

- Phase travaux (15.5 mois y compris période de préparation de 2 mois) : de début novembre 2026 à mars 2028.
- Réception des travaux : mars 2028
- GPA : de mars 2028 à mars 2029

2 - GENERALITES SUR LA MISSION

Le coordonnateur SPS intervient pendant les phases de conception et de réalisation sur un ouvrage **relevant de la 1^o catégorie**. Sa mission, définie par l'article R 4532-11 et suivants du Code du travail **ainsi que par la norme NF P 99 600** est précisée ou complétée par les dispositions particulières ci-après.

2.1 - Coopération avec les autres intervenants de l'opération

Afin d'assurer sa mission, le coordonnateur SPS coopère avec l'entreprise générale et les différents intervenants de l'acte de construire.

Le coordonnateur SPS exerce sa mission pour le compte du maître d'ouvrage auprès de tous les intervenants.

En cas de difficulté de mise en œuvre de cette coopération, le coordonnateur SPS en avertit immédiatement le maître de l'ouvrage et en fait mention au registre journal.

2.2 - Relation avec des intervenants extérieurs à l'opération

En cas d'intervention d'entreprises à proximité du chantier pour des travaux non prévus, sous maîtrise d'ouvrage distincte de celle de la présente opération, et qui pourrait avoir une incidence sur la sécurité du chantier, le coordonnateur SPS assiste le maître de l'ouvrage afin que ce dernier puisse mettre en œuvre la concertation prévue à l'article L 4531-3 du Code du travail.

Il propose les dispositions à adopter afin de prévenir les risques pour le chantier découlant de ces interférences, et assiste le maître d'ouvrage dans cette phase de concertation.

2.3 - Passation de consignes entre coordonnateurs

Que ce soit dans le cadre normal de la suppléance ou dans le cas de remplacement du coordonnateur titulaire, le changement de coordonnateur doit respecter les principes suivants :

- Fourniture par le coordonnateur sortant au coordonnateur rentrant de tous documents élaborés (rapports, PGC suivant le stade d'avancement, DIU, suivant le stade d'avancement, registre journal, ou au moins copie de celui-ci, projet de règlement de CISSCT, projet de plan d'installation de chantier, registre du CISSCT si la suppléance se fait pendant le chantier...)
- Formalisation dans le registre journal d'une passation de consignes entre les coordonnateurs, notant les différents points relevant de la mission, nécessitant une continuité de prestation et d'analyse.

Nota important : cette suppléance doit impérativement être signalée au maître d'ouvrage, préalablement à son effectivité.

3 - PRECISIONS SUR LES ELEMENTS DE LA MISSION

3.1 - Préambule

Les dispositions du présent chapitre sont des compléments imposés au titulaire en plus de ses obligations légales et réglementaires en application des textes de la mission de Coordination SPS, tels que définis au L4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants. Ces dispositions ne se substituent pas aux obligations mais les précisent, afin de définir clairement la mission conformément aux exigences de l'article R.4532-21 du code du travail.

3.2 - Décomposition en parties techniques (ou phases)

Le coordonnateur SPS assume sa mission au cours des parties techniques suivantes au sens de l'article 22 du CCAG-PI :

- **Partie technique 1** : Assistance durant la phase de choix du groupement CCAEM (dialogue compétitif sur ESQuisse et APS) ;
- **Partie technique 2** : Assistance et Expertise durant la phase conception (APD et PRO) ;
- **Partie technique 3** : Expertise durant la phase de réalisation (réalisation, réception, Garantie de Parfait Achèvement).

Dans la suite du document, ces Parties Techniques peuvent être nommées Phases.

3.3 - Phase de participation au choix du groupement CCAEM (dialogue compétitif)

3.3.1 Généralités

Le dialogue compétitif de groupement CCAEM fait sur la base de la remise d'une ESQuisse architecturale et d'une APS remise par le groupement avec **3 candidats présélectionnés admis à concourir.**

3.3.2 Assistance durant le dialogue compétitif

Dans son domaine de compétence, le coordonnateur SPS :

- Est membre des commissions techniques ;
- Vérifie la compatibilité des offres et les solutions proposées avec les contraintes du programme ;
- Etablit 2 rapports : un rapport détaillé d'analyse comparative des différentes propositions et un rapport de synthèse ;
- Participe aux réunions de dialogue (prévus en 2 cycles) ;
- Participe au jury de choix du lauréat ;
- Participe à la mise au point de l'APS avec le lauréat.

3.4 - Phase de conception

3.4.1 Ouverture du Registre Journal

Le registre journal prévu à l'article R 4532-38 du Code du travail, est un document à pages numérotées rempli au fur et à mesure de la chronologie des événements. Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

Il ne constitue pas en tant que tel un document du dossier de consultation des Groupements mais doit être ouvert dès la notification du marché du coordonnateur SPS et clôturé à la fin de l'exercice de la mission tel que défini à l'acte d'engagement.

Le coordonnateur SPS consigne par écrit dans le registre journal :

- Systématiquement, une analyse en matière de sécurité santé, après :
 - ✓ Toute réunion de travail et d'étude ;
 - ✓ Toute visite de site ;
 - ✓ Toute réception de document d'un intervenant quelconque de l'opération ;
 - ✓ Tout élément d'un tiers quelconque pouvant avoir une interaction avec l'opération.
- S'il le juge utile, les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courriers, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre

3.4.2 Elaboration du PGCSPS

Le PGCSPS est élaboré dès la notification du marché. Il va en effet servir comme document programmatique contractuel intégré dans le dossier de consultation des Groupements.

Les principaux thèmes abordés seront axés, entre autres, sur les mesures prises pour :

- Réduire les risques lors de la réalisation du chantier,
- Faciliter et optimiser les coûts lors des interventions ultérieures.

A – Réduire les risques pour la réalisation du chantier

- Prescriptions contre les risques générés par l'environnement sur le chantier, y compris notamment les activités d'autres chantiers ou du public ;
- Prescriptions contre les risques liés à l'activité du chantier ;
- Prescription contre les risques de co-activité des entreprises ;
- Mesures de prévention.

B – Faciliter et optimiser les coûts lors des interventions ultérieures

- Prescriptions sur les types d'intervention sur les ouvrages (entretien nettoyage, maintenance préventive ou curative, vérification périodique réglementaire, etc.) ;
- Prescriptions contre les risques sur les personnels réalisant les interventions ultérieures ou sur l'environnement et mesures prises par l'opérateur global pour les réduire ;
- Analyse des coûts d'investissement (matériaux et matériels mis en œuvre spécifiquement pour la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures) et de fonctionnement ;
- Définition du contenu des DIUO.

3.4.3 Etudes de conception de l'ouvrage

Le coordonnateur assiste aux réunions techniques des phases APD et PRO et veille à ce que les principes généraux de prévention soient intégrés au projet et mis en œuvre.

A chaque étape de conception du maître d'œuvre, le coordonnateur SPS établit un rapport qui comprend :

- Les analyses de risques ;
- Les observations qu'il a précédemment formulées en distinguant celles qui ont fait l'objet d'un traitement satisfaisant ;
- Les nouvelles observations sur les documents remis ;
- Les questions exigeant réponses pour la mise à jour du PGC et pour la réalisation du DIUO.

3.4.4 Déclaration préalable

Le Coordonnateur SPS assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de la déclaration préalable, notamment en lui fournissant les informations nécessaires à son établissement, conformément au contenu défini à l'arrêté du 7 mars 1995.

3.4.5 Dossier d'Interventions Ultérieures études**A – Contenu du DIU**

Le contenu du DIU est défini au L.4532-16 et au R.4532-95 du code du travail.

B – Forme du DIU

Le DIU sera impérativement constitué sous la forme de fiches répertoriées dans une nomenclature. Il est demandé de réaliser **UNE FICHE PAR INTERVENTION**. Chaque fiche devra comporter :

- La nature de l'intervention à réaliser ;
- La localisation (schéma d'accès en phase conception, sur la base des plans d'APD, puis de PRO) ;
- Les risques pour la réalisation de l'intervention ;
- Les mesures de prévention retenues pour réaliser l'intervention concernant : les accès, les planchers de travail, les protections collectives, les matériels spécifiques à utiliser notamment les moyens d'accès aux zones en hauteurs, les consignations à effectuer, l'éclairage, l'aération, les moyens d'effectuer les approvisionnements et les manutentions, les matériaux et produits dangereux maintenus dans l'ouvrage, etc... Ces dispositions seront assorties tant que possible de schémas simplificateurs. **Il sera spécifié à chaque fois, si les mesures de prévention sont intégrées à l'ouvrage, ou si elles doivent être rapportées par l'opérateur pour l'intervention ;**
- Les contraintes liées à l'environnement et à l'exploitation (consignation, balisage...) ;
- Chaque fois que nécessaire : les recommandations particulières du coordonnateur SPS à l'exploitant de chaque activité de l'établissement (vérifications périodiques des points d'ancrages, des moyens mobiles d'accès etc....) ;
- Les références des plans des ouvrages exécutés à consulter pour préparer l'intervention (références dont le coordonnateur SPS vérifiera la stricte cohérence avec le DOE). Par ailleurs tous les documents textes, schémas, plans, et images complémentaires qui ne figureraient pas au DOE devront être accessibles depuis la version informatique

C – Remise du DIU

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le DIU dès les études d'avant-projet définitif. Il présente un projet de DIU avec une esquisse de nomenclature et des modèles de fiches par type d'intervention. Il remet un "**projet de DIU**". Ce document résulte des phases d'échanges avec le Groupement en phase d'études mais également en cours de dialogue compétitif. Il décrit les mesures de prévention retenues contenues dans les analyses de risques liés aux interventions ultérieures.

Lors des études de Projet, le DIU est complété, ce document formant le "**DIU de Conception**".

3.5 - Phase préparation du chantier

3.5.1 Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT pendant la période de préparation des travaux.

Pour cela le coordonnateur prépare la liste des représentants du Collège comprenant les noms des représentants connus à ce moment-là, les personnes désignées par la suite seront inscrites sur cette liste nominative au fur et à mesure de leur désignation (représentants des entreprises sous-traitantes, représentants des salariés des entreprises).

Le coordonnateur affiche dans le bureau de chantier accessible à tous, la liste nominative des représentants du collège.

3.5.2 Inspections communes

Conformément aux dispositions de l'article R 4532-13 du Code du travail, le coordonnateur SPS organise les inspections communes de chantiers et reçoit les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.).

Un compte-rendu systématique sera réalisé dans le registre journal et transmis au maître d'œuvre, aux entreprises et au maître d'ouvrage afin de leur indiquer les informations échangées lors de cette inspection commune.

3.5.3 Analyse et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises remettent un projet de PPSPS lors de l'inspection commune, permettant au coordonnateur SPS de prendre en compte, dans le cadre de l'harmonisation, les informations relatives aux risques exportés par l'entreprise, notamment en fonction de son mode opératoire pour réaliser ses travaux.

En fonction des informations recueillies lors de l'inspection commune par l'entreprise, les PPSPS sont complétés et/ou modifiés par les entreprises afin que le coordonnateur puisse le rendre cohérent avec les autres PPSPS des autres entreprises, réalisant ainsi l'harmonisation des PPSPS entre eux.

Un exemplaire de chaque PPSPS harmonisé est présent et consultable sur le chantier.

3.5.4 Analyse du planning détaillé en matière de risques de co-activité

Lors de l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux et des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), le coordonnateur SPS identifie géographiquement (sur les plans) et temporellement (sur le calendrier d'exécution) les lieux d'interventions simultanée et critique de plusieurs acteurs.

Il établit en liaison avec les intervenants concernés, notamment les entreprises, la synthèse des niveaux de co-activité propres à l'opération et identifie les phases critiques caractérisées par des regroupements de tâches susceptibles de conduire à un risque lié à cette co-activité.

Il notifie au groupement CCAEM, la nature et la localisation des phases critiques et les invite à rechercher des organisations différentes présentant un niveau de risque de co-activité compatible avec les mesures de prévention prévues au titre du plan général de coordination.

Cette analyse des risques de co-activité en phase préparation du chantier fait l'objet d'un avis spécifique dans le registre journal et diffusé à tous les intervenants.

3.6 - Phase réalisation des travaux

3.6.1 Généralités

Les prestations décrites ci-après concernent **les travaux de la plateforme Nord PEA sur le terrain de Lejaby à Rillieux-la-Pape**.

3.6.2 Inspections communes

Au fur et à mesure de la réalisation des travaux, il est réalisé une inspection commune avec tout nouvel intervenant, que ce soit pour des entreprises de nouveaux corps d'état, des sous-traitants ou des travailleurs indépendants.

3.6.3 Analyse et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé

Tout nouvel intervenant est également soumis à l'obligation de réalisation d'un PPSPS.

3.6.4 Coordination des activités des entreprises en matière de sécurité santé

Le coordonnateur assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des activités simultanées ou successives des entreprises et de leurs sous-traitants (qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier).

Il précise les modalités d'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales qu'il a prévues en phase de conception telles qu'elles sont prévues dans le Plan Général de Coordination.

Il participe à la mise au point de cette mise en commun avec les entreprises, et s'assure de la bonne mise en œuvre des dispositions y afférent.

Il assistera à toutes les réunions hebdomadaires de chantier (temps de présence effectif minimum du CSPS en salle de réunion = 1 heure), y compris durant les phases de préparation de chantier organisées entre tous les intervenants, et organisera, si besoin, des réunions intermédiaires.

Il devra s'assurer qu'elles s'informent mutuellement et qu'elles échangent toutes les consignes en matière de sécurité et de protection de la santé (délimitation du chantier, matérialisation des zones de dangers, consignes de sécurité, organisation des premiers secours en cas d'urgence).

Par ailleurs, il assistera à toutes les réunions mensuelles de maîtrise d'ouvrage (temps de présence effectif minimum du CSPS en salle de réunion = 2 heures), y compris durant les phases de préparation de chantier.

3.6.5 Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le plan général de coordination sera mis à jour à l'avancement des travaux et intégrera notamment au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé des entreprises.

Du fait de la nature du Plan Général de Coordination, pièce du marché, les modifications seront portées à la connaissance des entreprises, par l'intermédiaire du registre journal, et seront mises à la disposition des divers intervenants sur le chantier, au travers de ce même registre journal.

Ces modifications du PGC seront enregistrées par le CISSCT.

3.6.6 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

Le DIUO est mis à jour au fur et à mesure de la réalisation des travaux et de la réception d'ouvrage, notamment :

- En remplaçant les plans de PROJET du DIU conception par les plans d'EXECUTION de la phase réalisation ;
- En incorporant les différentes notices techniques nécessaires à la compréhension de la prévention à mettre en œuvre par l'exploitant pour les interventions ultérieures.

Ces éléments sont fournis par les entreprises pour ce qui concerne les notices et les plans d'exécution, sur la base de la liste des pièces exigées par le coordonnateur au titre du marché.

3.6.7 Dispositions d'autorisation d'accès au chantier

Le coordonnateur informe le maître d'œuvre de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière qu'il puisse, en connaissance de cause, refuser l'accès au chantier à l'entreprise, si celle-ci ne répond pas à ses obligations de sécurité. Il diffuse une copie de cet avis au maître d'ouvrage pour information.

Le coordonnateur prendra les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées en matière de sécurité, c'est-à-dire disposant des consignes de sécurité applicables au chantier, puissent accéder au chantier.

3.6.8 Registre journal

Le coordonnateur SPS consigne par écrit dans le registre journal :

- Systématiquement, une analyse en matière de sécurité santé, **s'il le juge utile**, après :
 - ✓ Toute réunion de chantier, de pilotage...
 - ✓ Toute visite du chantier
 - ✓ Toute réception de document d'un intervenant quelconque de l'opération
 - ✓ Tout élément d'un tiers quelconque pouvant avoir une interaction avec l'opération
- S'il le juge utile, les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courriers, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre

Une copie du registre journal devra systématiquement être présente et consultable sur le chantier, dans un lieu accessible à tous les intervenants (y compris salariés des entreprises).

3.6.9 Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail

Le coordonnateur présidera le collège interentreprises de sécurité.

Le coordonnateur SPS n'attendra pas la présence de deux entreprises effectivement présentes sur le chantier pour organiser la première réunion. Celle-ci sera réalisée pendant la période de préparation, ou au plus tard à la fin de celle-ci.

De plus celle-ci étant réalisée aux fins d'adoption du règlement, sur la base du projet joint au dossier de consultation, l'ensemble des représentants des entreprises désignées (titulaires et sous-traitants agréés) seront convoqués à cette première réunion.

En plus des obligations réglementaires, il :

- Etablira le compte-rendu de ses activités, et en transmettra une copie au maître d'ouvrage ;
- Diffusera une copie au maître d'ouvrage des PV des réunions.

Au-delà de l'obligation réglementaire, le coordonnateur SPS rédige et assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de cinq jours aux membres du C.I.S.S.C.T.

3.6.10 Visites de chantier par le coordonnateur SPS

Dans le cadre de son obligation, le coordonnateur SPS doit s'assurer de la bonne mise en œuvre des dispositions qu'il a prévues dans son Plan Général de Coordination.

A ce titre, il réalisera des visites obligatoires du chantier (période d'interphase non concernée) :

- **Une visite inopinée de 2 heures minimum par semaine, à un jour autre que celui des réunions de chantier**
- Lors de la réunion de chantier (**visite de 1 heure minimum le jour de la réunion de chantier hors présence de la salle de réunion**),
- Et d'autres complémentaires programmées de manière aléatoire.

Pour chacune d'entre elles, le coordonnateur SPS devra remplir et viser un registre d'entrées/sorties mis à disposition dans un bureau du chantier et fourni par le maître d'ouvrage.

Rappel : le relevé de présence effective du coordonnateur SPS, sur ce registre sera utilisé pour la facturation des prestations exécutées par lui, dans le cadre de ses obligations contractuelles.

3.7 - Phase réception des travaux et année de parfait achèvement

3.7.1 Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Fourniture par le coordonnateur SPS du Plan Général de Coordination mis à jour à la réception du chantier, au maître d'ouvrage pour archivage.

3.7.2 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage

Le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) provisoire, complété par la liste des éléments nécessaires à son utilisation, qui feront partie du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Après réception des éléments de DOE nécessaires, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) définitif.

3.7.3 Coordination SPS lors de travaux de levée de réserves et du suivi de la GPA (à la demande du maître d'ouvrage)

Le coordonnateur SPS n'a pas à intervenir de manière régulière ou inopinée pendant cette période **mais à la diligence du maître d'ouvrage** lorsque celui-ci engagera plusieurs entreprises pour une intervention entrant dans le cadre de la levée des réserves et/ou de la garantie de parfait achèvement, dans l'année qui suit la réception des travaux.

Le coordonnateur SPS assurera la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et définira les mesures à prendre pour la prévention des tiers, et notamment les utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

Le coordonnateur sécurité réalisera une inspection commune avant intervention, avec toutes les entreprises concernées avec mention au registre journal des consignes spécifiques à ces interventions.